Document generated on 05/09/2025 8:19 a.m.

Études internationales

PALLADE, Yves, *Germany and Israel in the 1990s and Beyond. Still a Special Relationship ?*, coll. European University Studies, série XXXI, sciences politiques, vol. 518, Berlin, Peter Lang, 2005, 599 p.

Alice Landau

Volume 37, Number 4, décembre 2006

URI: https://id.erudit.org/iderudit/014639ar
DOI: https://doi.org/10.7202/014639ar

See table of contents

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)
1703-7891 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Landau, A. (2006). Review of [PALLADE, Yves, *Germany and Israel in the 1990s and Beyond. Still a Special Relationship ?*, coll. European University Studies, série XXXI, sciences politiques, vol. 518, Berlin, Peter Lang, 2005, 599 p.] *Études internationales*, *37*(4), 636–638. https://doi.org/10.7202/014639ar

Tous droits réservés © Études internationales, 2006

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

préférentiel pour certains produits. La seconde intégration, dite profonde, a été expressément prévue par l'Accord de Marrakech et elle s'est développée à travers la mise en place de nouveaux outils, tels que le Traitement Spécial et Différencié réservé à ces pays, ainsi que les nouvelles dispositions relatives aux subventions. Et certains secteurs, particulièrement sensibles pour les pays en voie de développement, font désormais l'objet d'un traitement particulier. Il en est ainsi des textiles et, plus encore, de l'agriculture à laquelle est consacré le dernier chapitre, le plus long.

À travers l'analyse de toutes ces règles juridiques et de leur évolution, l'ouvrage montre bien les enjeux des discussions qui ont précédé tous ces compromis. Il fait bien apparaître la position dominante – dans tous les sens du terme – des États-Unis qui ont pesé et qui pèsent toujours lourdement sur l'organisation du commerce international, comme sur l'organisation de la monnaie et maintenant de la finance. La politique européenne est aussi considérée, notamment avec l'Accord de Lomé, comme la politique agricole communautaire. Le Fonds monétaire international et la Banque mondiale sont évoqués à plusieurs reprises. Et la situation de certains pays ou de certains groupes de pays, ou les problèmes particuliers qu'ils rencontrent, font parfois l'objet d'une analyse qui englobe, à propos de chacun, la plupart des aspects. C'est notamment le cas de la Chine...

L'organisation du commerce international n'est pas figée. Ce droit-là aussi va continuer d'évoluer. Et les décisions de l'OMC feront jurisprudence. Mais un ouvrage comme celui-ci présente beaucoup d'intérêt. Il fait le point de l'évolution, depuis soixante ans, des relations Nord-Sud dans le domaine du commerce international qui est aujourd'hui essentiel, et qui va certainement le rester dans les prochaines décennies.

Michel LELART

CNRS, Laboratoire d'économie d'Orléans
Université d'Orléans, France

ANALYSE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Germany and Israel in the 1990s and Beyond. Still a Special Relationship ?

PALLADE, Yves. Coll. European University Studies, série XXXI, sciences politiques, vol. 518, Berlin, Peter Lang, 2005, 599 p.

Cet ouvrage cherche à démontrer que les relations entre l'Allemagne et Israël après 1990 sont spéciales. L'auteur démontre avec succès qu'effectivement elles sont spéciales.

Pourtant l'opinion publique allemande est majoritairement contre Israël puisque 63 % d'interviewés à une enquête du World Opinion déclarent ne pas aimer le pays. Les Israéliens leur rendent bien puisque 63 % des Israéliens disent ne pas aimer l'Allemagne. Certaines associations chrétiennes allemandes se distancient de cette opinion publique qui est volatile car dans le même temps, les Allemands pensent qu'Israël est un avant-poste occidental au Moyen-Orient et qu'ils préfèrent Israël aux pays arabes de la région. Les médias allemands ne sont pas tous favorables à l'État hébreu. 40 % des journaux allemands et 45,2 % des re-

portages à la télévision ont une évaluation négative d'Israël.

Les raisons de ces relations spéciales n'ont plus grand-chose à voir avec la Shoah. La génération politique qui est au pouvoir est trop jeune pour avoir connu le nazisme et ne se sent pas responsable des millions de morts infligés par Adolf Hitler.

Les relations spéciales s'étendent dans tous les domaines de la politique, de la sécurité, des services de renseignement et de la recherche. Les relations stratégiques entre l'Allemagne et Israël reposent principalement sur trois piliers : la coopération entre les services secrets, le développement conjoint des systèmes militaires et l'échange d'expérience dans le domaine des opérations militaires. L'échange d'information et la lutte conjointe contre le terrorisme constituent une dimension cruciale de la coopération entre les services secrets.

La Bundesnachrichtendienst (BND) a souvent collaboré avec le Mossad sur diverses affaires. Cette collaboration a effectivement marché dans le cas de terroristes comme celui d'un allemand, Steven Smyrek qui se convertit à l'Islam et projette des attentats en Israël ou la fermeture de la charité Al-Aqsa à Aix-la-Chapelle en 2002. L'Allemagne est alors un havre de paix pour les activités d'Al-Quaida. Les Allemands offrent leurs bons soins pour la libération des soldats israéliens retenus pas les forces ennemies. Le cas le plus exemplaire a été celui de Arad, ce soldat israélien dont on ignore le destin. L'Allemagne propose donc de relâcher de prison trois terroristes en contrepartie d'informations sur le soldat et réussira à gagner la confiance du Hezbollah contre ces informations. Ce qui joue en faveur de telles opérations est le fait que l'Allemagne jouit de la confiance et détient un certain pouvoir face aux États musulmans. L'Allemagne a de bonnes relations avec l'Iran ce qui peut servir à l'État hébreu.

L'Allemagne n'a aucun passé dans la région au contraire de la France et de la Grande-Bretagne qui ont un passé colonial ou de protectorat. Dans certains cas, c'est l'Allemagne qui s'est appuyée sur le Mossad pour obtenir des informations. Par exemple pendant la guerre d'Irak, le BND, qui n'avait pas assez d'informations sur la guerre d'Irak, en a demandé au Mossad qui possède beaucoup de connaissances sur les domaines de premier intérêt pour l'Allemagne. Par la suite, le BND a rectifié la situation et a obtenu ses propres sources d'information. L'Allemagne avait un intérêt particulier en Irak parce qu'elle avait aidé l'État irakien à acquérir des armes non conventionnelles qui pouvaient menacer l'État hébreu en même temps qu'elle se sentait menacée par la portée des missiles irakiens.

Ce qui est remarquable dans le cas de l'Allemagne c'est la convergence de politique entre les deux grands partis. Jamais, le SPD et la CDU n'ont remis en question les fondements de leur relation avec Israël au contraire de la France, où les partis politiques se différencient selon leur atttachement aux régimes musulmans. Mais on ne peut nier que majoritairement, tant l'opinion publique que les médias et les hommes politiques français penchent vers les États musulmans et sont prompts à

dénoncer les atteintes aux droits de l'homme perpétrées par les Israéliens dans les territoires occupées. Le land de Hesse, en Allemagne, a même déclaré qu'on ne pouvait nier à Israël les moyens de se défendre en face des missiles SCUD irakiens. L'Allemagne a participé aux frais de reconstruction des maisons détruites par les missiles irakiens.

En fait l'Allemagne et Israël se rendent mutuellement service : l'Allemagne en luttant contre l'isolement d'Israël sur la scène internationale et Israël parce que les liens que l'Allemagne entretient avec certains pays arabes aident ceux-là à passer des messages lorsqu'ils en ont besoin. Israël a même aidé l'Allemagne à améliorer les relations souvent tendues entre celle-ci et la communauté juive américaine.

Il y a également beaucoup d'échanges dans le domaine de la police et des gardes-frontières. Les contacts entre les forces spéciales israéliennes et le Grentzschutzgruppe 9 (GSG9) remontent aux années soixante-dix et ont permis de contribuer à la formation des troupes d'élite contre-terroristes des gardes-frontières allemands. L'Allemagne sert également Israël dans ses relations avec l'UE : elle a souvent usé de son poids et de son influence sur les autres membres de l'UE en insistant sur sa position. Si les relations se sont tendues au moment de la réunification lorsque les deux Allemagnes se sont enfin réunies et qu'Israël a cru à tort que la réunification pourrait signifier le retour du vieux démon allemand, l'Allemagne a été prompte à rassurer son précieux allié. Car Israël est un précieux allié pour l'Allemagne et non pour regagner la crédibilité internationale, perdue sous le nazisme, mais parce que les liens qui unissent les deux pays sont forts et s'étendent dans des domaines très variés. Être ambassadeur d'Israël en Allemagne signifie un statut à nul autre pareil. De 1991 à 1993, environ 20 réunions entre membres du Bundestag et de la Knesset et 23 membres du cabinet israélien et de l'Allemagne ont été tenues ; 28 réunions de travail ont été récensées entre 1991 et 2000. L'ambassade allemande s'est même plainte de la cohorte de visiteurs officiels qu'elle était chargée de protéger.

Yves Pallade est certainement doué pour les langues. Outre le fait qu'il parle allemand couramment, puisqu'il est né à Düsseldorf, son anglais est très plaisant à lire, puisqu'il a étudié dans la plus prestigieuse université anglaise. C'est donc un ouvrage passionnant et d'actualité que nous offre cet auteur.

Alice LANDAU

Département de science politique
Université de Genève, Suisse

ENVIRONNEMENT

Reforming International Environmental Governance. From Institutional Limits to Innovative Reforms.

CHAMBERS, W. Bradnee et Jessica F. GREEN (dir.). New York, United Nations University Press, 2005, 234 p.

Cet ouvrage collectif s'inscrit dans le débat sur la gouvernance internationale de l'environnement. Il offre une contribution à la discussion sur les changements nécessaires afin d'améliorer l'efficacité du système de